

en 1917, quand il a demandé le pouvoir pour le gouvernement d'union. Le peuple a approuvé la chose, reconnaissant qu'elle a du bon, et qu'elle est dans l'intérêt du public. Le Gouvernement demande aujourd'hui à la Chambre le vote de ce projet de loi.

L'hon. M. LEMIEUX: Mon honorable ami est-il sérieux en disant que cette question a fait la principale base de la campagne électorale ?

L'hon. M. ROWELL: Je ne dis pas que ç'a été la base principale, mais à toutes les réunions où je me suis trouvé et où le premier ministre a pris la parole, il a exprimé les mêmes sentiments que dans le discours que j'ai cité et le peuple a cordialement donné son adhésion à la politique qu'il annonçait. Le présent bill est présenté en exécution de la promesse qu'il a faite d'abolir le favoritisme dans tous les achats de fournitures.

L'hon. M. LEMIEUX: Quels vont être les frais d'administration ?

L'hon. M. ROWELL: L'honorable député aura tous ces détails lors de l'examen du projet en comité. Sir Hormisdas Laporte a émis l'opinion que ces frais seront beaucoup moindres qu'à présent.

(L'amendement de M. Lemieux, mis aux voix, n'est pas adopté.)

ONT VOTE POUR :

MM.	MM.
Baldwin,	Lemieux,
Béland,	McKenzie,
Best,	Maharg,
Boivin,	Michaud,
Clark (Red-Deer),	Parent,
d'Anjou,	Proulx,
Denis,	Savard,
Fortier,	Sinclair
Gauvreau,	(Guysborough),
Leger,	Turgeon.—19.

ONT VOTE CONTRE :

MM.	MM.
Andrews,	Douglas (Strathcona),
Argue,	Finley,
Armstrong (Lambton),	Fraser,
Ballantyne,	Fulton,
Blair,	Glass,
Borden (sir Robert),	Green,
Brien,	Griesbach,
Buchanan,	Harold,
Butts,	Hay,
Calder,	Henders,
Campbell,	Hocken,
Carvell,	Johnston,
Chaplin,	Knox,
Clark (Bruce),	Lalor,
Cockshutt,	Lang,
Cowan,	Long,
Crothers,	Maclean (Halifax),
Davis,	McCurdy,

McGibbon (Muskoka), Shaw,  
McIsaac, Sheard,  
Manion, Sifton,  
Merner, Simpson,  
Myers, Stevens,  
Nicholson Thompson (Weyburn),  
(I.P.-E.), Tweedie,  
Nicholson (Algoma), Wallace,  
Redman, Wilson (Wentworth),  
Rowell, Wright.—56.  
Sexsmith,

La motion de l'honorable M. Rowell est adoptée. Le projet de loi est lu pour la 2e fois et la Chambre se forme en comité général.

Sur l'article 2 (définitions).

M. SINCLAIR (Guysborough): L'expression "chemins de fer de l'Etat", comprend-elle tous ceux que l'Etat exploite lui-même ?

L'hon. M. ROWELL: Oui.

M. McKENZIE: Dans la loi par laquelle nous avons à cette session, créé une compagnie qui doit administrer tous les chemins de fer de l'Etat, il est fait une distinction entre les chemins de fer du gouvernement canadien et celui du Nord-Canadien.

Le bill autorise-t-il la commission à acheter les fournitures destinées au réseau qui appartenait autrefois à Mann et Mackenzie ?

L'hon. M. ROWELL: La commission n'aura pas à s'occuper de l'achat des fournitures nécessaires aux réseaux de l'Etat. J'ai déclaré, cet après-midi, que la commission des achats de guerre a été priée de faire une enquête sur cette question. C'est ce qu'elle a fait, et elle dit, dans son rapport, que, vu l'immensité des réseaux de l'Etat et l'excellence de leur système d'achat, il n'est ni désirable ni nécessaire que cette commission soit chargée d'acheter les fournitures qu'il leur faudrait. Voilà pourquoi nous n'avons pas compris les chemins de fer de l'Etat dans le bill.

Je propose que les paragraphes "a", "b" et "c" soient adoptés, mais que le paragraphe "d" soit réservé, parce qu'on a demandé que les item qui y sont compris fussent soumis à plus ample examen.

(L'article 2, à l'exception du paragraphe "d", est adopté.)

Sur l'article 3 (comment est constituée la commission).

M. NICHOLSON (Algoma): J'approuve le principe du bill, mais je crains que si nous obligeons le Gouvernement à nommer trois commissaires pour faire des achats qui, d'ordinaire, sont faits par un expert,